

# « Les Russes ne sont pas venus clandestinement »

**Faustin-Archange Touadéra**, le chef de l'Etat centrafricain, de passage à Bruxelles, s'explique sur l'arrivée de forces spéciales russes dans son pays.

ENTRETIEN

**A**près l'Assemblée générale des Nations unies où il a été plaider la cause de son pays, le président centrafricain a répondu à nos questions sur l'offre d'assistance de la Russie qui lui a proposé de doter d'armes neuves ses forces armées et de lui envoyer des instructeurs issus des Forces spéciales, qui se font de plus en plus visibles à Bangui. Un développement qui interpelle fortement les pays occidentaux.

**Comment expliquez-vous l'arrivée de militaires russes à Bangui ?**

*C'est très simple : nous sommes en train de construire une nouvelle armée, professionnelle, républicaine, apolitique, capable d'assurer la sécurité et bénéficiant de la confiance de la population. L'Union européenne nous a aidés à former deux bataillons, soit deux fois 650 hommes plus un troisième bataillon encore en formation. Mais ces soldats, leur formation terminée, avaient besoin d'armes, d'équipements. Nous nous sommes adressés aux pays amis et la Fédération de Russie a accepté de nous livrer des armes gratuitement. Cela n'a pas été fait clandestinement : le Conseil de Sécurité s'est réuni pour l'occasion et a levé partiellement l'embargo sur les armes qui frappait notre pays. Et cela afin que nos bataillons formés par la mission européenne puissent être équipés. Les traités de l'UE ne permettent pas ce type d'assistance, même si des Etats membres peuvent nous aider à titre bilatéral. Toujours est-il qu'à Bangui, tous nos partenaires ont été informés de cette assistance proposée par la Fédération de Russie, et que celle-ci a été approuvée par le Comité des sanctions de l'ONU et par le Conseil de sécurité.*

**Et avec les armes sont venus des instructeurs...**

*Avec pour mission d'enseigner le maniement des armes que nous avions reçues, sont venus 175 instructeurs pour former nos militaires. Dans notre situation, nous ne pouvons pas refuser qu'on nous apporte un tel soutien puisque nos bataillons, soit 1.300 hommes, sont déjà formés et attendent leur équipement. D'autres partenaires comme le Rwanda, la Guinée équatoriale ont aussi formé certains de nos militaires. Mais c'est la mission européenne qui a la responsabilité de superviser et d'uni-*

*fier ces forces avant que nos hommes soient déployés sur le terrain. Nous ne ferons pas la porte : en plus des armes, nous avons besoin de la logistique et nous espérons que d'autres pays amis veuillent bien nous accompagner.*

*Dans la situation actuelle, nous demandons l'appui de tout le monde. Les Etats-Unis vont nous appuyer sur le plan logistique en nous fournissant des véhicules. La Belgique aussi nous a fait un don.*

**Mais la France ne voit pas ça d'un bon œil...**

*Nous avons de très bonnes relations avec la France. Elle nous appuie dans beaucoup de domaines, dont le rétablissement de l'autorité de l'Etat. Grâce au président Macron, nous avons lancé un programme de formation de 200 agents chargés de l'administration territoriale.*

*La France nous aide aussi à former le bataillon amphibie qui contrôlera nos*

*fleuves et rivières. C'est l'intervention française Sangaris, décidée par le président Hollande, qui a stoppé les violences.*

**Vous ne craignez pas pour votre sécurité personnelle ?**

*La protection des institutions et celle des citoyens incombe en ce moment à la Minusca. Une partie du contingent rwandais assure ma sécurité, mais la police et l'armée que nous sommes en train de rebâtir devront prendre le relais. Nous avons demandé aux Nations unies d'augmenter la capacité de la Minusca qui compte aujourd'hui 12.000 hommes.*

**Vous avez été élu après une guerre civile. Qu'avez-vous réalisé en deux ans ?**

*Il fallait d'abord rassurer la popula-*

*tion, reconstruire les écoles et les hôpitaux, fournir de l'eau potable. Et aussi mettre en place une armée professionnelle.*

*Il nous fallait aussi entamer la réconciliation nationale et retirer les armes des mains des groupes armés. Durant deux ans, il y a eu de réelles avancées, nous avons mis en œuvre un plan de relèvement et de consolidation de la paix. Mais il est vrai que les groupes armés sont toujours là.*

*Dans ce contexte, j'ai entamé avec eux un processus de dialogue pour les convaincre de déposer les armes. Nous avons aussi un processus en cours avec l'Union africaine.*

*Il y a encore des groupes qui prennent la population en otage, rançonnent les commerçants, imposent des taxes de gardiennage.*

*C'est pour cela que, voici deux semaines, la Mission des Nations unies pour la Centrafrique (Minusca) s'était donné pour tâche de désarmer les miliciens dans le quartier PK5 à Bangui. Cependant, l'opération n'a pas réussi à mettre la main sur les responsables de ce groupe de bandits.*

**Êtes-vous satisfait du travail de la Minusca ?**

*Aujourd'hui, la seule force qui assure la protection de la population c'est la Minusca, qui a pris le relais de la force française Sangaris partie en octobre 2016. Beaucoup de troupes ont quitté le pays.*

*Ces retraits ont affaibli les capacités de la Minusca et créé un appel d'air, notamment à l'Est : des groupes armés sont revenus dans des zones riches en or, en diamant, sur des axes de transhumance ils volent du bétail ou imposent des taxes.*

*Malgré nos offres de dialogue, certains de ces groupes armés ne sont pas intéressés par la paix. Il faut donc couper leurs sources de*

**« Nous nous sommes adressés aux pays amis et la Russie a accepté de nous livrer des armes gratuitement »**

*ravitaillement...  
Je peux vous assurer que beaucoup de ces combattants sont fatigués, prêts à rendre les armes. ■*

Propos recueillis par  
COLETTE BRAECKMAN

**« La France nous appuie dans beaucoup de domaines, dont le rétablissement de l'autorité de l'État »**

## BIOGRAPHIE

### Le pari d'un mathématicien

C'est à la surprise générale que Faustin-Archange Touadéra, titulaire de deux doctorats en mathématiques, fut élu à la présidence de la République centrafricaine en 2016. Né à Bangui en 1957 dans un milieu populaire, il avait été durant cinq ans le Premier ministre de François Bozize.

Lorsque s'acheva le mandat de la présidente Catherine Samba Panza, qui dirigea une transition de deux ans, cet universitaire l'emporta au deuxième tour des élections

avec 62,7 % des voix contre son rival Anicet-Georges Dologuele. Sa popularité est peut-être due au fait que ce fils d'une famille de 10 enfants, originaire de Bangui, n'a rien d'un chef de guerre : toute sa carrière s'est déroulée dans les enceintes académiques. A l'Université de Bangui, il fut d'abord assistant de mathématiques puis vice-doyen de la faculté des sciences avant de devenir vice-chancelier puis recteur de 2005 à 2008.

En 2014, alors que les combats faisaient rage dans la capitale, il dut se réfugier durant six mois sur une base militaire de l'ONU avant d'être évacué vers la France avec sa

famille. Ce scientifique tente aujourd'hui de reconstruire un pays dévasté par la guerre civile et les affrontements interconfessionnels. A ses détracteurs qui assurent que son autorité ne s'étend guère plus loin que la capitale et que, dans l'intérieur du pays, les groupes armés continuent à faire la loi, Touadéra rétorque que peu à peu l'État se reconstruit et que les forces armées centrafricaines, dont deux bataillons sont déjà formés, seront bientôt prêtes à relayer les forces étrangères et à épauler la mission onusienne.

C. B.